

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques
ZAC de Bourran - 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS ENGIE GREEN PLO DEL MONTAL

215 rue Samuel Morse - CS 20756
Le Triade II - Parc d'activités Millénaire II
34000 Montpellier

Code AIOT : 0006809950

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement SAS ENGIE GREEN PLO DEL MONTAL implanté Plo del Montal 12540 Marnhagues et Latour et 12540 Saint Beaulize. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ENGIE GREEN PLO DEL MONTAL
- Plo del Montal - Marnhagues et Latour et Saint Beaulize
- Code AIOT : 0006809950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien PLO DEL MONTAL est un parc composé de 6 éoliennes (E01 à E06) et d'un poste de livraison situés sur les communes de MARNHAGUES-ET-LATOIR et de SAINT-BEAULIZE.

Le parc a été mis en service en décembre 2022 et est exploité par la société ENGIE GREEN PLO DEL

MONTAL.

Tous les aérogénérateurs sont de la marque ENERCON, d'une puissance unitaire de 2.35 MW et d'une hauteur en bout de pale de 110 m.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection de la biodiversité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Mise en demeure, déchets	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
5	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
6	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4	/	Sans objet
7	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4	/	Sans objet
9	Biodiversité - Protection de l'avifaune	AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4	/	Sans objet
10	Biodiversité - Protection de l'avifaune	AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4	/	Sans objet
11	Biodiversité - Protection de l'avifaune	AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au niveau de la biodiversité, l'inspection a constaté que les mesures imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2021 (mise en place d'un système de détection avifaune et d'un bridage préventif pour la protection des chiroptères) sont opérationnels. Quelques non-conformités ont toutefois été relevées et font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

Au niveau de la maintenance, l'inspection a relevé une non-conformité relative à la gestion des déchets dangereux produits par le parc. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société ENGIE GREEN PLO DEL MONTAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection s'est rendue à l'intérieur des mats des éoliennes E04 et E06. L'inspection a constaté que les intérieurs des aérogénérateurs étaient propres et qu'il n'y avait pas de matériaux combustibles ou inflammables entreposés.
Observations : L'inspection s'est rendue dans le poste de livraison du parc et a constaté la présence de cartons. Ceux-ci ont été enlevés à la suite de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'inspection a constaté dans l'éolienne E04 la présence d'un registre de maintenance dans lequel les résultats des tests de maintenance sont consignés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : L'exploitant a expliqué à l'inspection que les déchets issus du parc sont acheminés sur le site de maintenance ENERCON avant d'être expédiés pour destruction ou revalorisation. L'inspection constate que le site ENERCON n'est pas une installation autorisée pour stocker/traiter les déchets dangereux. Il est en effet nécessaire de s'assurer que ce type de déchets transite par des installations dûment autorisées à cet effet (cf. rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; ... - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).
Constats : Les aérogénérateurs visités et le poste de livraison comportent des consignes de sécurité indiquant les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours et les informations à transmettre aux services de secours externes. Le numéro de téléphone indiqué pour contacter le responsable d'intervention de l'établissement a été testé par l'inspection et était fonctionnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection a constaté la présence de plans indiquant des extincteurs aux sommets et aux pieds des éoliennes E04 et E06. Les dates de vérification des extincteurs situés aux pieds des mats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Réduction des facteurs d'attractivité
Prescription contrôlée : Article 4.2.1. MR1 : Mesures préventives pour les chiroptères [...] Réduire l'attractivité d'insectes Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. [...] Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : L'inspection constate que les abords des éoliennes visitées (E04 et E06) sont entretenus et note l'absence d'éclairage. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères susvisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Plan de bridage
Prescription contrôlée : Article 4.2.1. MR1 : Mesures préventives pour les chiroptères [...] Bridage en faveur des chiroptères Dès la mise en fonctionnement du parc éolien, toutes les éoliennes doivent avoir un bridage opérationnel et efficace pour les chiroptères. Ce bridage consiste à arrêter la rotation des pales. Afin d'éviter la mise en route intempestive des machines, il est nécessaire de régler au minimum ou au maximum l'angle d'attaque des pales pour que le vent ne les entraîne pas, ou en faisant pivoter la nacelle pour que les pales ne soient plus face au vent. Ce bridage doit être opérationnel entre le 15 avril et le 31 octobre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque : <ul style="list-style-type: none">• la température est supérieure ou égale à 10° C• la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s• en absence de précipitations notaires. La vitesse et la température sont mesurées à hauteur de nacelle à chaque éolienne.
Constats : Le plan de bridage est opérationnel depuis le 15 avril 2023. L'inspection constate que les paramètres renseignés dans le SCADA sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2021. Par courriel du 13 octobre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les données du SCADA des 6 éoliennes. Ces données comportent notamment la vitesse du vent et la température au niveau de la nacelle, la vitesse de rotation du rotor et la production en électricité de chaque éolienne par pas de temps de 10 minutes du 1er avril 2023 au 9 octobre 2023. L'inspection a constaté par sondage que lorsque les conditions de bridages sont réunies, les éoliennes s'arrêtent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Défaillance du bridage
Prescription contrôlée : Article 4.2.1. MR1 : Mesures préventives pour les chiroptères [...] Un registre de défaillance et de maintenance du système de bridage est ouvert sur site ou de façon dématérialisée dès la mise en exploitation du parc (incluant la phase test) et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. Une copie de ce registre sur une période déterminée est transmise à l'inspecteur de la DREAL sur simple demande.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un registre de défaillance dématérialisé du bridage "chiroptères". L'exploitant a également indiqué ne pas avoir eu de défaillance sur ce bridage ".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Défaillance du SDA ou de l'effarouchement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2 – Mesures de réduction en phase d'exploitation [...]</p> <p>En cas de défaillance du système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine Dès la mise en service industrielle (incluant la période de test) et durant toute la période de fonctionnement du parc éolien, le système de détection/ effarouchement/régulation ou arrêt machine est opérationnel et efficace.</p> <p>L'exploitant informe la DREAL dès qu'il a connaissance d'une panne affectant le bon fonctionnement du SDA.</p> <p>L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, au-delà de ce délai, les éoliennes concernées sont mises à l'arrêt jusqu'à la remise en service du SDA.</p> <p>Le registre de défaillance et de maintenance du système de détection/ effarouchement/régulation ou arrêt machine est ouvert sur site ou de façon dématérialisée dès la mise en exploitation du parc et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. Une copie de ce registre sur une période déterminée est transmise à l'inspecteur de la DREAL sur simple demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un système de détection de l'avifaune et d'un système d'effarouchement.</p> <p>L'exploitant a informé la DREAL d'une désactivation du système d'effarouchement à partir du 9 juin 2023 à la suite de plaintes de voisinage. Ce système a été réactivé en juillet.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un registre dématérialisé des défaillances du SDA.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Biomonitoring
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2.2. MR2 – détection /effarouchement et régulation automatisée des éoliennes [...]</p> <p>Mesure d'accompagnement par bio-monitoring</p> <p>Avant la mise en service du SDA, le fonctionnement de la partie détection du SDA est vérifié par des simulations avec drone. Ces tests sont faits sur chaque éolienne.</p> <p>Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.</p> <p>Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile.</p> <p>Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA.</p> <p>L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le fonctionnement du SDA n'a pas été vérifié par des simulations avec des drones en amont de la mise en service du SDA mais après sa mise en service.</p>
<p>Observations :</p> <p>Un test drone a eu lieu le 11 août 2023 et un bio-monitoring a eu lieu du 21 août 2023 au 15 septembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Mortalité avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2.2. MR2 – détection /effarouchement et régulation automatisée des éoliennes [...]</p> <p>En cas de mortalité d'une espèce cible</p> <p>En cas de collision d'un individu avec une des éoliennes, une recherche de cadavre est initiée dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori dans un délai de trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement. Cette recherche est menée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre.</p> <p>S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'un individu d'une des espèces cibles (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'éolienne à l'origine de la mortalité est mise à l'arrêt en période diurne, et faute d'éléments permettant d'identifier l'éolienne tout le parc, • l'exploitant déclare cette mortalité sous 24 heures ouvrées à la DREAL en utilisant le modèle de fiche d'incident téléchargeable sur le site internet de la DREAL, • l'exploitant transmet dans les meilleurs délais un rapport analysant les causes de cette mortalité. <p>Dans le cas où la mortalité est seulement due à une panne, la remise en service a lieu dès que la panne est réparée.</p> <p>Dans le cas où la mortalité n'est pas due à une panne mais à une insuffisance de performance du SDA, la remise en service de toutes les éoliennes est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par la DREAL. Puis l'exploitant propose sous un mois des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances du SDA ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a constaté la mortalité d'un vautour fauve le 4 juillet 2023, en a informé la DREAL le 6 juillet 2023 et a transmis une déclaration d'incident de faune volante le 7 juillet 2023.</p> <p>Un prestataire écologue a été mandaté par l'exploitant pour procéder à la recherche du cadavre et établir l'origine de cette mortalité. L'éolienne ayant causé cette mortalité a été mise en arrêt diurne et l'exploitant a augmenté la distance de détection du SDA avant la remise en service diurne de l'éolienne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet